



# Intensifier et Accompagner la rénovation énergétique des bâtiments publics

## Règlement d'Intervention

Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne

📍 7 allées de Tourny - CS 81225 - 24019 PERIGUEUX cedex ☎ 05 53 06 62 00 ✉ [accueil@sde24.fr](mailto:accueil@sde24.fr)

● Réseau électrique ● Réseau gaz ● Eclairage public ● Mobilité durable ● Transition énergétique

**sde24.fr**

# Sommaire

Préambule.....	4
Chapitre 1 – DISPOSITIONS GENERALES .....	6
Chapitre 2 – SENSIBILISER A LA CONSOMMATION ENERGETIQUE .....	6
1. Bilans de consommation .....	6
2. Décret tertiaire .....	8
Chapitre 3 – AIDER A LA DECISION .....	9
1. Rénovation énergétique globale .....	9
a. Pré-diagnostic .....	9
b. Audits énergétiques.....	9
2. Chaleur renouvelable .....	10
a. Note d’opportunité.....	10
b. Etudes de faisabilité.....	11
c. Contrat de développement territorial.....	11
3. Electricité renouvelable .....	13
a. Cadastre solaire des bâtiments publics .....	13
b. Notes d’opportunité : Potentiels de production d’électricité photovoltaïque sur les bâtiments publics .....	13
c. Accompagnement à la réalisation .....	13
Chapitre 4 – FACILITER L’ACTION : LA MAITRISE D’OUVRAGE DELEGUEE.....	14
1. Les bénéficiaires .....	14
2. Le partage des missions.....	14
3. Un marché de maîtrise d’œuvre unique pour tous les projets .....	15
4. Un marché de travaux unique mais une présence de proximité .....	15
5. Ingénierie financière.....	16
a. Recherche de financements .....	16
b. Prêt banque des territoires .....	16
c. Intracting .....	16
d. Certificats d’économie d’énergie.....	16
Chapitre 5 – PERENNISER LA RENOVATION .....	17
1. Webinaires sobriété .....	17
2. Former les utilisateurs à l’utilisation des bâtiments .....	17
3. Partager une charte de sobriété.....	17
4. Mutualiser les contrats de maintenance.....	17

5. Utiliser les potentiels des objets connectés ..... 17

## Préambule

Les bâtiments publics sont responsables d'environ un tiers des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de 50% de la consommation d'énergie en France. Parce qu'ils ont été construits, pour une majorité d'entre eux avant 1975, date de mise en œuvre de la première Réglementation Thermique, ils nécessitent aujourd'hui des investissements pour s'adapter aux nouveaux usages et offrir le confort attendu à leurs usagers. Énergivores, ils représentent également un coût important, tant en termes financiers qu'en termes d'empreinte carbone sur le territoire. La rénovation énergétique des bâtiments publics est ainsi indispensable pour respecter l'Accord de Paris.

Les consommations énergétiques sont le second poste de dépense des collectivités après les charges de personnel, soit jusqu'à 6% des charges totales de fonctionnement. Par ailleurs, les bâtiments communaux représentent en moyenne 76 % de la consommation d'énergie d'une commune.

L'augmentation du prix des énergies et le vieillissement des installations ne peuvent qu'aggraver la situation et augmenter la facture énergétique.

Enfin, la plupart de ces bâtiments sont anciens et mal isolés et bien souvent peu adaptés aux attentes des usagers.

### Une rénovation qui s'appréhende de manière globale

La rénovation énergétique des bâtiments publics intégrée dans un projet global de rénovation permet de réduire les coûts liés à la consommation d'énergie (chauffage, éclairage...), les émissions de GES et d'améliorer le confort des usagers.

### Rénover pour la préservation de l'environnement

D'un point de vue environnemental, ces projets s'inscrivent dans une démarche positive et répondent aux attentes citoyennes et réglementaires. La rénovation d'un bâtiment est une opportunité pour repenser les sources d'énergie. Les projets d'énergies renouvelables apportent non seulement des bénéfices directs aussi bien en termes de bilan carbone qu'en retombées économiques, mais ils permettent aussi de récupérer de l'énergie directement exploitable par les bâtiments.

### Rénover pour réaliser des économies

Au-delà des enjeux environnementaux, la transition énergétique des bâtiments s'impose d'un point de vue économique. Elle permet de réduire les coûts énergétiques de l'exploitation des bâtiments. Les bâtiments publics les plus énergivores sont les établissements scolaires et les équipements sportifs (dont les piscines représentent en moyenne 40% de ces consommations).

De plus, les nouveaux procédés de rénovations peuvent transformer les passoires thermiques en bâtiments responsables/bâtiments durables car à haute performance énergétique voire à énergie positive, à faible émissions de gaz à effet de serre, construits avec des matériaux éco-responsables et équipés de solutions d'intelligence artificielle qui contribuent à une exploitation rationalisée et performante des bâtiments.

## Rénover pour un meilleur confort

La rénovation énergétique des bâtiments conduit aussi à améliorer les usages et le confort des usagers.

L'évaluation de la qualité d'usage permet notamment d'identifier des tensions ou dysfonctionnements existants ou prévisibles de tout ordre telles que les plaintes des occupants relatives au confort thermique ou la qualité de l'air.

Le confort thermique résulte de nombreux paramètres comme les températures d'ambiance et des parois, les modes de chauffage, le taux d'humidité ou les mouvements d'air. Pour obtenir un confort thermique satisfaisant, il est nécessaire d'investir dans le bâti et ses systèmes. Une isolation suffisante et des fenêtres performantes évitent par exemple le phénomène de parois froides et diminuent les mouvements d'air.

L'humidité a un impact sur la sensation de confort d'un individu dans un bâtiment. Aussi, l'air intérieur est bien souvent plus pollué que l'air extérieur : accumulation de poussières, émanations liées à aux activités ... Pour garder une ambiance intérieure saine, l'air doit donc être fréquemment renouvelé. Un bon système de ventilation au sein d'un bâtiment permet de conserver un air intérieur de qualité.

Afin d'accompagner les élus dans cette nécessaire rénovation énergétique des bâtiments publics, le SDE 24 a développé un panel de prestations, avec des outils d'aides à la décision, un accompagnement à la réalisation et des projets pour pérenniser la rénovation.

Cet accompagnement à l'intensification de la rénovation énergétique des bâtiments publics s'inscrit dans un projet global de territoire, pour lequel les collectivités territoriales investissent dans la rénovation énergétique, avec pour ambition de mobiliser l'ensemble de la filière sur ce projet.

## Chapitre 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les statuts du SDE 24 approuvés le 1<sup>er</sup> Juin 2022 autorisent l'exercice de la compétence « Maîtrise de la demande en énergie » selon les termes suivants :

### 4.9 Maîtrise de la demande en énergies

Sans préjudice des actions qu'il peut mener dans le cadre de l'article L. 2224-34 du CGCT, le Syndicat exerce, en lieu et place des EPCI qui en font la demande, dans les conditions visées notamment à l'article 6 des présents statuts, la compétence relative à la maîtrise de la demande en énergies.

Au titre de cette compétence, le Syndicat assure, notamment, les activités suivantes :

- Réalisation dans le cadre des dispositions de l'article L.2224-34 du CGCT, directement par le Syndicat ou par l'intermédiaire d'un délégataire, de toutes actions tendant à maîtriser la demande d'énergies des consommateurs ;
- Exercice de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre d'opérations d'investissement visant à maîtriser la demande en énergie de réseau (électricité, gaz et chaleur) ;
- Intervention au nom et pour le compte de ses membres dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage et/ou d'une convention de tiers financeur pour la rénovation énergétique de leurs bâtiments

Ce règlement d'intervention a pour objet de préciser et définir les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de cette compétence, dont le parcours cohérent de prestation est illustré en Annexe 1.

Les prestations suivantes s'adressent aux EPCI et à leurs communes membres signataires de la convention Paquet Energie Climat ainsi qu'aux communes adhérentes au Service de manière individuelle.

## Chapitre 2 – SENSIBILISER A LA CONSOMMATION ENERGETIQUE

### 1. Bilans de consommation

Réalisés dans le cadre de la convention Paquet énergie climat, les bilans de consommation viennent analyser la consommation énergétique de la collectivité sur 3 années, toutes énergies confondues, permettant de mettre en avant les bâtiments énergivores, mais aussi l'évolution des consommations.

La collectivité peut demander un bilan de consommation. Le SDE 24 organise aussi chaque année une session de réalisation. Une information est alors envoyée aux collectivités concernées, qui doivent retourner les éléments nécessaires :

- Liste des bâtiments mise à jour : date des rénovations / mode de chauffage / surface ;
- Factures d'énergie pour les collectivités qui ne sont pas adhérentes au groupement d'achat d'énergie et/ou pour les énergies qui ne sont pas intégrées dans le groupement d'achat (ex : bois, fioul, propane...).

Cette prestation, réalisée en interne et incluse dans la participation financière annuelle de l'EPCI au Service Energies du SDE 24, fera l'objet d'un rapport et d'une restitution à la collectivité qui le souhaitera en présentiel.

## 2. Décret tertiaire

Le décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit « Décret Tertiaire » ou « Décret Éco-Énergie Tertiaire » précise les modalités d'application de l'article 175 de la loi ELAN (Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique).

Ce décret et les arrêtés successifs, notamment ceux du 10 avril 2020 et 24 novembre 2020, viennent préciser les obligations de réduction des consommations d'énergie dans les bâtiments à usage tertiaire et s'appliquent donc à toutes les collectivités, dont les bâtiments, parties de bâtiment ou ensembles de bâtiments ont une surface supérieure à 1 000 m² abritant un usage tertiaire.

A chaque décennie, 2030, 2040 et 2050, les collectivités obligées devront attester d'économie d'énergie sur leur périmètre assujetti via l'atteinte d'objectifs fixés dans les décrets et arrêtés.

Afin de suivre les progrès de chaque site soumis à la réglementation, leurs consommations annuelles devront donc être renseignées sur la plateforme OPERAT (Observatoire de la Performance Energétique, de la Rénovation et des Actions du Tertiaire), qui délivrera en retour une attestation annuelle qualifiant l'avancée de la collectivité dans sa démarche de réduction de la consommation énergétique. C'est la notation « Éco-Énergie Tertiaire ».

Pour répondre aux obligations du « Décret Éco-Énergie Tertiaire », le SDE 24 réalise, pour le compte des collectivités qui ont souhaité bénéficier d'un accompagnement sur ce dossier via une convention spécifique, les missions suivantes :

- L'identification et déclaration du périmètre assujetti ;
- Déclaration annuelle des consommations d'énergie ;
- Identification et déclaration de l'année de référence ;
- Accompagnement à l'élaboration du plan d'actions avec la mise à disposition de notre marché d'audits énergétiques ;
- Elaboration du dossier technique pour modulation des objectifs le cas échéant.

Les participations de la collectivité sont appelées par le SDE 24 chaque année en fonction des missions réalisées sur l'année. Les coûts sont les suivants :

MISSIONS	Coûts pour la collectivité en € nets de TVA
<b>Identification et déclaration du périmètre assujetti</b>	
- Par bâtiment	300 €
- Par ensemble de bâtiments sur une même unité foncière ou par site	400 €
<b>Déclaration annuelle des consommations d'énergie</b>	
- Par bâtiment	50 €
- Par ensemble de bâtiments sur une même unité foncière ou par site	100 €
<b>Identification de l'année de référence</b>	
- Par bâtiment	50 €
- Par ensemble de bâtiments sur une même unité foncière ou par site	100 €
<b>Elaboration du plan d'actions</b>	50 % du montant des prestations des marchés en cours ou à venir, déduction faite des subventions mobilisées
<b>Elaboration du dossier technique</b>	



## Chapitre 3 – AIDER A LA DECISION

### 1. Rénovation énergétique globale

Au vu des besoins exprimés par la collectivité et/ou de la typologie du bâtiment à auditer, le SDE 24 pourra orienter la collectivité vers l'une ou l'autre des deux prestations ci-dessous.

#### a. Pré-diagnostic

Sur demande de la commune, le SDE 24 réalise en interne des pré-diagnostic. Ils se basent sur les réponses apportées au questionnaire complété par la commune. Le pré-diagnostic permet de :

1. Etablir un état des lieux énergétique des équipements et de l'enveloppe du bâtiment.
2. Proposer des pistes d'amélioration chiffrées à travers différents scénarios de rénovation
3. Estimer les aides mobilisables.

Le pré-diagnostic énergétique est destiné à des bâtiments présentant peu de complexité d'un point de vue constructif et au niveau des équipements. Il est réalisé par un(e) technicien(ne) Energies du SDE24.

Un moment d'échange (téléphonique ou par visioconférence) pourra être ensuite organisé à la demande de la collectivité.

Lors de la visite sur place, la ou le technicien(ne) devra impérativement être accompagné(e) par les élus et agents identifiés comme personnes-ressources dans le questionnaire.

Participation de la collectivité au pré-diagnostic énergétique	200 € nets
--	------------

#### b. Audits énergétiques

Les collectivités membres du paquet énergie – climat peuvent bénéficier du marché groupé porté par le SDE 24 pour la réalisation d'audits énergétiques. L'objectif de l'audit énergétique est de constituer un véritable outil d'aide à la décision pour la collectivité dans une démarche d'optimisation des conditions économiques et environnementales de la satisfaction des besoins énergétiques de ses bâtiments.

Précisant et/ou hiérarchisant l'ensemble des actions d'amélioration pouvant être réalisées sur le bâtiment étudié, il aide la collectivité à établir un plan de progrès énergétiques chiffré en indiquant les financements mobilisables et argumenté.

Le SDE 24 participe au financement des études à hauteur de 50% du reste à charge, déduction faite des aides qui auront pu être mobilisées.

La grille tarifaire des prestations est la suivante :  
 (Mise à jour le 22-09-2022)

Surface chauffée du bâtiment	Coût de l'étude TTC	Participation		de la collectivité
		ACTEE	SDE 24	
< 200 m <sup>2</sup>	1 200 €	500 €	350 €	350 €
200 à 500 m <sup>2</sup>	1 560 €	650 €	455 €	455 €
501 à 1000 m <sup>2</sup>	1 920 €	800 €	560 €	560 €
1001 à 2000 m <sup>2</sup>	2 880 €	1 200 €	840 €	840 €
2001 à 3000 m <sup>2</sup>	3 120 €	1 300 €	910 €	910 €
> 3000 m <sup>2</sup>	3 360 €	1 400 €	980 €	980 €
Forfait logement communal ou intercommunal	960 €	-	480 €	480 €

**ACTEE** (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique) : programme visant à soutenir financièrement l'accompagnement des collectivités pour la massification de la rénovation énergétique.

Sur demande de la collectivité, pourront être rajoutées à la réalisation de ces audits, les options suivantes :

- L'étude du confort d'été (surcoût pour la collectivité de 105 € à 140 €) ;
- La réalisation de calculs réglementaires pour répondre aux exigences de certains organismes financeurs de travaux (surcoût pour la collectivité de 70 € à 122,5 €).

## 2. Chaleur renouvelable

### a. Note d'opportunité

Les notes d'opportunité sont un préalable aux études de faisabilité et permettent d'appréhender l'intérêt d'un changement d'énergie vers une énergie renouvelable, notamment sa faisabilité technique, son opportunité économique et son intérêt environnemental.

Les études relatives à la géothermie seront réalisées en interne. Concernant, la biomasse, nous solliciterons notre partenaire la FD CUMA, compétente expérimentée sur ce domaine.

Les besoins thermiques et émissions de chaleur pris en compte sont issus d'une étude thermique. En l'absence de ce type d'étude, la note d'opportunité est basée sur des hypothèses de travail et ses résultats sont à interpréter en connaissance de causes.

Cette prestation est incluse dans la participation financière annuelle de l'EPCI au Service Energies du SDE 24, fera l'objet d'un rapport et d'une restitution à la collectivité qui le souhaitera en présentiel.

## b. Etudes de faisabilité

Les collectivités membres du paquet énergie – climat peuvent bénéficier du marché groupé porté par le SDE 24 pour la réalisation d'études de faisabilité en géothermie, biomasse et solaire thermique.

Sur la base des besoins identifiés par les observations ou notes d'opportunités préalables, cette étude permettra d'évaluer la faisabilité d'une installation de production de chaleur renouvelable à partir de solaire, géothermie ou biomasse. En corrélation avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre qu'aura pu se fixer la collectivité, l'étude de faisabilité permettra d'apprécier l'intérêt de réaliser un tel projet sous les aspects technique, économique, environnemental mais aussi juridique en cas de vente de chaleur renouvelable. Elle permettra donc d'appréhender les coûts d'installation et de fonctionnement afin de pouvoir décider des investissements appropriés.

Cette étude fera l'objet d'un rapport et d'une restitution à la collectivité en présentiel.

Le SDE 24 participera à hauteur de la moitié du coût TTC des études de faisabilité d'installation de géothermie et de solaire thermique, déduction faite de la subvention de l'ADEME, le reste à charge sera facturé aux collectivités demandeuses.

Les études de faisabilité de projets bois-énergie pourront solliciter le financement du Conseil Départemental.

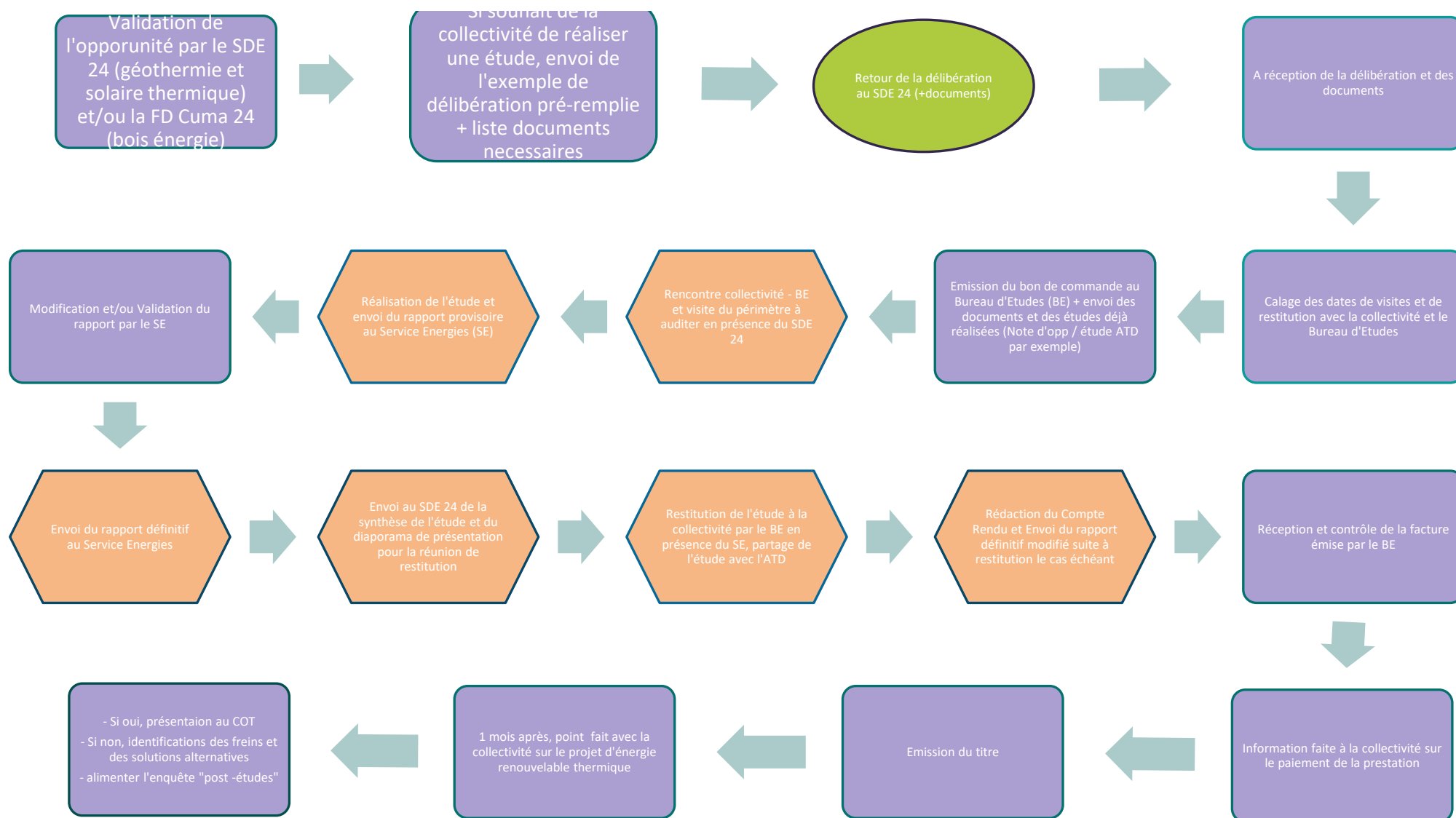
## c. Contrat de développement territorial

Le Conseil Départemental de la Dordogne, en partenariat technique avec la FD Cuma et le SDE 24, est lauréat d'un contrat de développement territorial permettant le financement des études de faisabilité en chaleur renouvelable à hauteur de 70% ainsi que le financement des travaux.

Le SDE 24 accompagnera les collectivités intéressées dans le montage technique et financier de ces demandes de financement.

## L'organisation de la mission est la suivante :

Envoyé en préfecture le 13/10/2022  
 Reçu en préfecture le 13/10/2022  
 Affiché le 14/10/2022  
 ID : 024-252401476-20221005-2022\_10\_081-DE



### LEGENDE :



SDE 24 / Service Energies



Collectivités



Bureau d'études

### 3. Electricité renouvelable

#### a. Cadastre solaire des bâtiments publics

Ce document a pour objectif d'informer la collectivité sur les potentiels de production d'électricité photovoltaïque des bâtiments dont elle est propriétaire. Ainsi, de manière programmée sur plusieurs années, la collectivité peut envisager d'investir dans des installations ou de mettre des toitures à disposition de développeurs, et ce de manière économiquement et techniquement priorisée.

Cette prestation, réalisée en interne et incluse dans la participation financière annuelle de l'EPCI au Service Energies du SDE 24, fera l'objet d'un rapport et d'une restitution à la collectivité qui le souhaitera en présentiel.

#### b. Notes d'opportunité : Potentiels de production d'électricité photovoltaïque sur les bâtiments publics

Suite à la prise de connaissance du cadastre solaire, le SDE 24 propose la réalisation de notes d'opportunité pour les bâtiments au potentiel élevé, qui ont été retenus par la commune selon ses priorités. Ces études permettront de préciser la valorisation envisagée (vente totale, autoconsommation), les volumes produits, les recettes, les charges,...

#### c. Accompagnement à la réalisation

Cet accompagnement comprend d'une part la mise à disposition de ressources, notamment :

- Organisation de demi-journées d'information : initiation technique, démarches, retour d'expérience d'une ou plusieurs communes ;
- Guide des étapes administratives et techniques ;
- Modèles de dossiers de consultation, pour le choix d'un maître d'œuvre ou d'un installateur ;
- Modèles de contrats de maintenance.

Il comprend d'autre part, un apport d'expertise directe, notamment :

- la réalisation de pré-études de raccordement ;
- la réalisation de simulations architecturales en vue du recueil de l'avis de l'ABF ;
- la participation à l'analyse des offres des entreprises.

Après travaux, une enquête de satisfaction et un recueil d'expérience seront formalisés.

Participation de la collectivité à l'accompagnement à la réalisation	200 € nets par installation de 9 kWc et de 400 € par installation de 36 kWc.
--	--

## Chapitre 4 – FACILITER L’ACTION : LA MAITRISE D’OUVRAGE DELEGUEE

Les outils d’aide à la décision mis en place par le SDE 24, bien que mobilisés par les communes, ne permettent pas un passage à l’acte suffisant. Aussi, dans une volonté d’intensifier la rénovation des bâtiments publics, le SDE 24, par décision du Comité syndical du 5/10/2022, propose aux collectivités intéressées de prendre en charge la réalisation de leur investissement de rénovation énergétique de bâtiment, via une maîtrise d’ouvrage déléguée, qui proposera une ingénierie financière et une gestion de la maîtrise d’œuvre et du marché de travaux.

### 1. Les bénéficiaires

Un appel à manifestation d’intérêt sera lancé chaque année par le SDE 24. Les collectivités se positionneront. Le choix des projets accompagnés sera fait au vu :

- De la capacité de la commune à réaliser financièrement les travaux dans les 12 prochains mois : Le projet devra être inscrit au budget communal ;
- De l’intérêt du projet en terme d’économie financière et en empreinte carbone, basé sur l’audit énergétique réalisé par la commune en amont. Le scénario de travaux choisi par la collectivité devra répondre aux critères suivants :
  - Rénovation énergétique globale : l’objectif poursuivi est d’atteindre les ambitions du décret tertiaire en 2050
  - Confort d’hiver ET confort d’été
  - Volume d’énergie économisé > 25 000 kWh
  - Gain énergétique > 40%
  - Bâtiments utilisés de façon régulière, sur des périodes continues (exemple : école, logements, mairie,...)

Les utilisateurs seront mobilisés en amont par des actions de sobriété.

La collectivité fournira les diagnostics techniques nécessaires au projet.

En déléguant sa maîtrise d’ouvrage au SDE 24, la collectivité acceptera expérimentation, innovation, IoT.....

A la suite des travaux, la collectivité conventionnera avec le SDE 24 pour :

- La formation des utilisateurs à l’usage des bâtiments rénovés et des matériels installés
- La maintenance régulière des différents appareils
- La possible supervision départementale

### 2. Le partage des missions

Missions	commune	SDE 24
Bilan de consommation globale		x
Choix des bâtiments à rénover	x	
Audit énergétique + montage plan de financement		x
Choix de la commune d’engager des travaux de rénovation énergétique	x	
Le SDE 24 propose convention maîtrise d’ouvrage déléguée		x

Signature convention : 2 étapes 1/ recherche de fonds 2/travaux	x	x
Montage des dossiers de subvention		x
Choix du maitre d'œuvre dans la liste prédéfinie	x	
Bon de commande maitre d'œuvre		x
pas d'accord subventions >>> fin convention possible	x	
Accords subventions >>> poursuite convention	x	
Approbation APD	x	
Choix des entreprises de travaux prédéfinies	x	
si évolution de prix, choix de poursuivre >>> si non, fin de convention	x	
Bon de commande entreprises		x
Suivi des travaux	(x )	x
Contrôle des travaux		x
Réception des travaux	(x)	x
Demande des soldes de subventions		x
Demande CEE		x
Bilan financier général		x
Paieement du reste à charge	x	
Quitus	x	

La résiliation de la convention conduira le SDE 24 à appeler la collectivité pour les frais engagés, soit un forfait de 500 € si seul le montage financier a été réalisé, soit le paiement des dépenses engagées réellement si le maitre d'œuvre a débuté sa mission.

### 3. Un marché de maîtrise d'œuvre unique pour tous les projets

Le marché de maîtrise d'œuvre porté par le SDE 24 permettra de s'adapter aux besoins de chaque projet, par la complémentarité des compétences retenues :

- Architecture
- Expert rénovation énergétique
- Paysagiste
- Expert patrimoine
- Economiste de la construction
- Expert lot
- ...

### 4. Un marché de travaux unique mais une présence de proximité

Le projet de densification de la rénovation énergétique des bâtiments publics a pour ambition de diffuser sur l'ensemble du territoire une méthode pour réussir la transition énergétique du territoire, notamment dans la rénovation des bâtiments, qu'ils soient logements ou tertiaires, publics ou privé. Aussi, la forme du marché, permettra de disposer d'un choix d'entreprises locales disposant des compétences recherchées :

- Isolation
- Menuiserie

- Ventilation
- Chaudière bois
- Géothermie
- Pompe à chaleur
- IoT / programmeurs
- LED
- Emetteurs
- ...

## 5. Ingénierie financière

### a. Recherche de financements

Le SDE 24 sera en veille constante sur les financements mobilisables. Il montera les dossiers et pourra les déposer, selon l'organisation souhaitée avec le financeur. Quand ce sera possible, le SDE 24 demandera directement les financements, afin que la collectivité n'ait à payer à la fin des travaux que le reste à charge.

### b. Prêt banque des territoires

Le SDE 24 est partenaire de la Banque des territoires. Les collectivités entrant dans le cadre de ce projet peuvent ainsi solliciter la caisse des dépôts et consignation pour un prêt GPI Ambre dédié à la réduction de l'empreinte énergétique des bâtiments publics.

### c. Intracting

Le **dispositif Intracting** est un dispositif financier innovant et complémentaire à l'offre de prêt moyen-long terme de la Banque des Territoires qui consiste à réaliser des travaux de performance énergétique avec les économies d'énergie. Ces économies sont prioritairement affectées au remboursement des avances consenties par l'organisme prêteur puis au financement de nouveaux projets.

L'Intracting met l'accent sur les travaux permettant des économies à court et moyen terme, essentiellement sur des équipements et leur optimisation (chauffage, eau chaude, ventilation, éclairage ou régulation, ...).

Le SDE 24, par décision du Comité syndical du 5/10/2022, est partenaire de la Banque des territoires et mutualise ainsi l'intracting, au bénéfice des collectivités de Dordogne. Le SDE 24 intégrera cette avance remboursable dans les plans de financement et gèrera les fonds et versements.

Une convention dédiée permettra de contractualiser le projet et les sommes dues avec la collectivité.

### d. Certificats d'économie d'énergie

La recette issue de la vente des CEE générés par les travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics réalisés dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée, sera perçue en totalité, par le SDE 24 (et non par les collectivités propriétaires des bâtiments) et permettra de financer l'ingénierie globale du projet Territoire en transition.



## Chapitre 5 – PERENNISER LA RENOVATION

Cet ambitieux programme de densification de la rénovation énergétique des bâtiments publics doit s'inscrire dans la durée. Pour cela, le SDE 24 construit les outils d'accompagnement suivants :

### 1. Webinaires sobriété

Dès Octobre 2022, le SDE 24 organisera des sessions régulières pour sensibiliser et accompagner élus, gestionnaires et utilisateurs à la sobriété d'usage.

### 2. Former les utilisateurs à l'utilisation des bâtiments

Au-delà des gestes simples de sobriété, les utilisateurs doivent connaître le fonctionnement de leurs équipements et notamment du chauffage (régulation) et de la climatisation. Ainsi, des formations régulières seront organisées avec les utilisateurs.

### 3. Partager une charte de sobriété

Être utilisateur d'un bâtiment public nécessite d'en être respectueux. La sobriété énergétique entre dans ce cadre. Aussi, le SDE 24 proposera une charte de la sobriété à remettre aux utilisateurs des bâtiments publics.

### 4. Mutualiser les contrats de maintenance

La maintenance des différents appareils est indispensable et pourtant elle n'est pas toujours réalisée. La rénovation énergétique ayant pour objectif un bâtiment plus économe et plus sain, le SDE 24 coordonnera la maintenance des différents appareils installés, via un contrat groupé, avec des objectifs de performance.

### 5. Utiliser les potentiels des objets connectés

L'intelligence artificielle peut aider la transition énergétique. Avec la volonté de respecter l'intégrité des personnes mais aussi dans un cadre de sobriété numérique, le SDE 24 organisera l'installation d'appareils connectés dans les bâtiments et pourra notamment proposer une supervision externalisée.